

<https://ricochets.cc/A-propos-des-vermines-et-en-soutien-a-Gaspard-Glanz.html>



A propos des « vermines » (et en soutien à Gaspard Glanz)

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mardi 23 avril 2019

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés



En tout cas, nous savons que le mot est autorisé puisque « vermine », c'est la déjection sortie d'un des tweets de Renaud Dély à propos des Gilets Jaunes (tous) accusés d'avoir crié « Policiers, suicidez-vous », tweet effacé depuis lors, mais dont on trouve à foison de parfaits équivalents chez ses estimés collègues - « lamentables racailles » suppure de son côté Bruno Jeudy, et tant d'autres avec lui.

On peut, si l'on veut, s'obstiner à ne rien comprendre, mais au risque un jour de mal finir - ici, non plus seulement congédié mais salement renversé. Il est vrai qu'en matière de contestation, les pouvoirs, notamment médiatiques, ont un intérêt psychique immédiat à juger (condamner) plutôt que comprendre - et puis à tenir l'acte d'expliquer pour celui d'excuser. De fait : quand on pressent que les réponses seront trop pénibles à entendre, autant ne pas poser les questions. Alors, dans la casemate de la condamnation, les pouvoirs n'auront aucune idée des processus par lesquels des gens, nombreux, en arrivent à crier ce « suicidez-vous », qui ne leur serait jamais venu à la bouche il y a encore quelques mois. Car, pour bon nombre d'entre eux, ces gens étaient tranquilles. Maintenant ils sont enragés, de plus en plus même - mais il n'y a rien à comprendre ! Si l'on voulait pourtant, il y aurait ça, qui dit presque tout :

Les flics étaient déchaînés hier pour l' [#ActeXXIII](#) des Gilets Jaunes. Mais à quoi ça servirait de s'en indigner ? C'est la raison d'être même de la police, défendre violemment le capitalisme et écraser toute forme de contestation. Qui s'étonne des "suicidez-vous" massifs ? pic.twitter.com/Aq5xTw8Z6T
â€” Ter-Ter et Liberté (@TerTerEtLiberte) 21 avril 2019

On ne compte plus les témoignages de primo-manifestants parfaitement pacifiques que leur première rencontre avec lesdites « forces de l'ordre », pareille à celle que montrent ces images, a instantanément rendus fous furieux. Où peuvent-ils donc en être après quatre mois de répression sans précédent depuis un demi-siècle ? Le début de l'année avait pu donner à croire que les médias de garde, par un sursaut déontologique de dernière minute, avaient fini par se réveiller de leur déni obstiné, pour se rendre à l'idée qu'il n'était plus possible de « ne pas en parler » - David Dufresne, compte atroce des mutilations, photos et vidéos à rendre ses boyaux : il avait quand même fallu tout ça pour qu'il se passe quelque chose. Quelque chose, mais quoi au total ? Probablement une fausse victoire, sous la forme d'un emballage aussi éphémère que parfaitement circonscrit, l'attention exclusivement portée aux LBD permettant d'occulter tout le reste des violences policières. Dont les médias, le sentiment du devoir accompli une fois pour toutes, ne montrent plus rien (sauf épisode énorme, difficilement évitable, comme celui de Geneviève Leguay).

Dans ces conditions, les violences verbales, coupées des violences physiques qui leur ont donné naissance (en plus d'être sans commune mesure avec ces dernières !) sont vouées à devenir d'autant plus condamnables qu'elles sont « sans cause ». Mais l'occultation systématique dont les médias sont devenus les agents va plus loin encore puisque, non contents de faire le tri dans les images, ils font aussi le tri dans les mots. Non contents de ne rien dire des agissements réels de la police, ils ne disent rien non plus, par exemple, de ce « Policiers ne vous suicidez pas, rejoignez-nous », dont il y avait pourtant matière à faire, au minimum, un contrepoint.

France Info, média laquais par excellence, commis à la défense de Carlos Ghosn, des DRH, de la police, et des commerçants, voué au macronisme à un point de servilité qui ferait passer la regrettée Pravda pour un fanzine de rock alternatif, France Info hystérise le « suicidez-vous », comme elle avait hystérisé Christophe Dettinger, le boxeur de CRS, puis la cagnotte du boxeur, puis (mais en sens inverse) la cagnotte pour les forces de l'ordre (littéralement : cris de triomphe au micro). Cependant quand Luc Ferry demande qu'on en finisse et que l'armée tire dans le tas, quand le secrétaire général d'Unité Police FO déclare tranquillement à propos d'un mutilé qui vient de perdre sa main que « c'est bien fait pour sa gueule », France Info n'hystérise rien. Et quand il lui serait possible de faire entendre le « Rejoignez-nous », elle ne dira rien non plus.

Ici on pense irrésistiblement aux trois petits singes. Quoique en fait non, il faudrait penser à autre chose : car, au moins, yeux et oreilles bouchés, les singes de jade ont-ils la décence de se taire complètement, quand ceux des micros, qui ne voient rien, et n'entendent rien, eux, ne se taisent que sélectivement, et pour le reste parlent, parlent, parlent, n'en finissent pas de parler, mais dans une longue coulée de haine, de mépris, de racisme social, parfois de racisme tout court, comme une vomissure continue. Avec le calme assuré des aristocrates, **Nicolas Domenach sur le plateau de BFM, ose intimer à Jérôme Rodrigues, bien en face, de « [ne pas employer] des mots comme "tirer dessus" ».** **Questions à la profession :** 1) Ceci vaut-il mieux ou moins bien que « Policiers suicidez-vous » ? 2) Nicolas Domenach est-il une vermine ? On se demande en tout cas par quelle force d'âme, en allant puiser dans quelles ressources morales, Rodrigues ne s'est pas levé pour aller lui foutre son poing dans la gueule.

En attendant de trancher ces délicates questions, il faut bien que d'autres journalistes fassent le travail que ne font pas les journalistes de service : montrer. Gaspard Glanz est l'un d'eux. Il est donc logique qu'on l'enferme. Même Reporters Sans Frontière s'en indigne, c'est dire. La « profession » elle, syndicats mis à part (tout de même la moindre des choses), ne dit pas un mot. Elle n'avait pourtant pas oublié de se dresser comme un seul homme quand Mélenchon avait traité les journalistes de France Info « d'abrutis » (en quoi, au demeurant, on ne voit pas trop comment on pouvait lui donner tort). Il faut croire que la confraternité est à géométrie variable - ce qu'au reste on savait depuis longtemps déjà : solidarité, mais sous condition d'être du bon côté du manche.

Cependant, les chefferies vont commencer à avoir du mal : car ce sont leurs propres troupes, reporters de terrain, photographes, que bastonnent maintenant indistinctement un pouvoir qui n'a même plus conscience de ses intérêts les plus élémentaires - maintenir « la presse » de son côté -, ou plutôt dont les intérêts à tout occulter sont devenus si puissants qu'ils l'emporteront sur tous les autres, même si c'est un peu coûteux au passage. Ah, si « la presse » était réduite aux chefferies seules - qui savent de longue date qu'Albert Londres, le devoir de dire, le gardien de la démocratie, la plume dans la plaie, tout ça, on se le roule joyeusement en cône.

Mais c'est qu'on ne saute pas comme ça par-dessus la division du travail et qu'il faut compter avec les manars : les photographes et journalistes de terrain qui ramènent « de quoi ». Pendant que les importants, vissés au fauteuil, se réservent l'éditorial et la péroraison - il se pourrait que la lutte des classes, objet de dénégation universelle dans les médias, y ait un certain avenir. Car, de Taranis aux porteurs de carte de presse qui n'avaient pas moins envisagé de porter plainte contre les violences policières fin 2018, se découvre toute une zone grise du journalisme prolétarisé, moitié dehors moitié dedans, qui prend les risques, fait le travail... pour en voir les produits salopés dans les étages - formidable court-circuit des images de l'arrestation de Gaspard Glanz, où l'on voit un autre journaliste se prendre lui-même une charge des CRS alors qu'il travaille... pour Le Figaro ! Et si, à force de grenades de désencerclement et de visées au LBD, les manars de la presse finissaient un jour par renâcler ? Peut-être même à exiger qu'on montre ?

Et pourquoi pas, tant qu'on y est, à dire à quoi sert la loi « anti-casseur » - elle sert aussi contre eux ! **Gaspard Glanz n'est-il pas alpagué au motif célèbre de « participation à un groupement en vue de commettre... », celui qui peut faire enfermer votre grand-mère si elle passe par là ?** Quant à Alexis Kraland, n'est-il pas lui aussi interpellé parce que sa caméra est « une arme par destination » - et là, on sent qu'on se dirige vers des sommets. « La presse » aurait-elle un petit quelque chose à dire quand une caméra devient une arme par destination ? Et,

forcément, un micro (s'il n'a pas sa bonnette, quoique même), ou un stylo (terriblement destiné à force d'être pointu). Comme pour les startupers (et ça n'est évidemment pas un hasard), le propre de la gorafisation du monde c'est que the sky is the limit ! La France de Macron 2019 ressemble à un album de Tintin années 50, le Général Alcazar est dans les choux - the sky ! Pourtant du côté de « la presse », tout va bien, rien à déclarer - à part la chasse aux vermines (là un peu années 30). Mais comme on a déjà eu l'occasion de le dire, cette gorafisation-là n'est vraiment pas drôle.

Il n'y a pas de quoi rire en effet de voir un régime sombrer dans des formes d'Etat policier - celles-là même qui font rire grassement Renaud Dély (l'homme aux vermines) comme « fantasme » grotesque. Pour qui a des yeux pour lire (et nul doute que Dély, ou Domenach, eux, conserveront les deux leurs), on peut prendre connaissance des instructions données aux parquets, et même trouver une ou deux informations à propos de celles données aux policiers. On peut aussi écouter les discours d'Edouard Philippe d'après 16 mars. On peut se renseigner sur le pedigree de cette nouvelle race de préfets-cogneurs, de Strzoda, à l'Elysée même, mais venu de Bretagne où il s'est déjà fait une solide réputation d'éborgneur pendant la « loi Travail », jusqu'à Lallement, en qui un devoir de respect des physiques et de leur différence interdit de voir un lémurien, mais dont les directives parlent pour lui - la nouvelle élite d'un corps préfectoral complètement à la dérive.

Un pouvoir ne signale pas seulement sa fragilité quand il fait donner ses nervis, depuis les préfets galonnés jusqu'aux troupiers bottés, mais aussi quand il commence à avoir peur des signes. Or, on notera que les points de fixation de cet acte 23 ont surtout à voir avec des signes : des mots (le fameux slogan anti-flic), des images, ou plutôt non : la simple possibilité d'images, accompagnée d'un doigt fourré. Plus que tout, ce pouvoir, entouré de ses laquais, redoute, non plus seulement d'être montré dans sa réalité, mais les atteintes symboliques dont il devient l'objet : il s'est enflammé au moment des parodies de guillotine, il s'enflamme quand sont décrochés les portraits du roitelet en mairie, de simples mots le dégondent. **Ecorché nu, tout oripeau de légitimité envolé, la moindre atteinte de cette nature lui est insupportable.** Alors, dans une fureur aveugle, qui dit son état de nerf, il poursuit tout ce qu'il peut poursuivre (et même ce qu'il ne peut pas) - on annonce que la justice est lâchée contre ceux qui ont crié le « suicidez-vous ». Evidemment ça n'est là qu'une course à l'abîme puisque, ce faisant, il ne cesse d'approfondir les causes qui alimentent son discrédit. Disons-le lui au cas où il ne le saurait pas : un pouvoir dans un tel état de retranchement, un pouvoir à ce degré d'écorchure symbolique, est un pouvoir perdu.